

SM/82/63
TRADUCTION

CE DOCUMENT CONTIENT DES
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

FRANCE

Rapport des services du Fonds pour les consultations de 1982
au titre de l'article IV

Préparé par les représentants des services du Fonds
pour les consultations de 1982 au titre de
l'article IV avec la France

Approuvé par L. A. Whittome et C. David Finch

2 avril 1982

Les entretiens relatifs aux consultations au titre de l'article IV se sont déroulés à Paris du 3 au 15 février 1982. La France était représentée par de hauts fonctionnaires du Ministère de l'économie et des finances, du Ministère du budget, de la Banque de France et d'autres administrations publiques. La mission du Fonds se composait de MM. L. A. Whittome, P. Dhonte, L. DeMilner, J. Somogyi, B. de Schaetzen et de M^{lle} M. Xafa ainsi que de M^{me} L. Girvan (secrétaire), tous du Département Europe. M. B. de Maulde, administrateur pour la France, a assisté aux entretiens en qualité d'observateur. La France a accepté les obligations de l'article VIII, sections 2, 3 et 4 des Statuts du Fonds à compter du 15 février 1961.

I. Données de base économiques

Il est de plus en plus difficile depuis quelque temps, en France comme dans d'autres pays industriels, de concilier des taux élevés de croissance et d'emploi avec l'équilibre extérieur et la stabilité des prix. Une approche antérieure a consisté à rechercher une monnaie forte, soutenue par une politique financière ferme et un assouplissement des contrôles, dans l'espoir que les entreprises seraient alors contraintes d'accorder davantage d'attention aux coûts et sauvergarderaient ainsi leur compétitivité. Toutefois, étant donné la conjoncture déprimée du commerce mondial, le prix de cette stratégie a été une vive augmentation du chômage. Au milieu de 1981, le conflit antérieur entre croissance économique et équilibre extérieur semblait s'être réaffirmé et le problème de l'inflation restait insoluble.

1. Niveau de l'activité

L'économie française a traversé une période de légère récession pendant les douze mois qui ont commencé en avril 1980. La demande privée de biens de consommation a été peu dynamique, l'investissement réel fixe a diminué et les exportations de biens et services exprimées en volume ont stagné. Les stocks ont subi un accroissement involontaire et la production industrielle a baissé. Sous l'effet de la croissance rapide de la population active, le chômage s'est accru et il atteignait environ 7 % au cours des premiers mois de 1981.

Des signes de reprise ont commencé à se manifester vers le milieu de 1981. La consommation privée s'est redressée par suite de majorations des transferts sociaux et du salaire minimum, de l'expiration d'une majoration des cotisations salariales à la sécurité sociale et d'un nouveau fléchissement du taux d'épargne. La reprise de la demande s'est trouvée renforcée au printemps par une poussée des exportations, essentiellement de produits manufacturés, à destination des pays producteurs de pétrole. Toutefois, l'investissement a été lent à suivre ce mouvement, signe d'une capacité toujours excédentaire, d'une situation financière restrictive et de perspectives incertaines (Tableau 1).

Vers la fin de 1981, l'investissement a commencé lui aussi à reprendre : les ventes intérieures et les importations de matériel et d'équipement ont fortement augmenté. La formation de stocks a redémarré, alors que l'amélioration des perspectives commençait à transparaître dans les enquêtes réalisées auprès des entreprises. La production industrielle s'est accrue de 1 % au quatrième trimestre de 1981 par rapport au trimestre correspondant de 1980 et le PIB réel a progressé de 1,5 %. Le recul qu'enregistraient, depuis le début de 1980, les offres d'emploi non satisfaites a été enrayé, bien que le chômage ait continué d'augmenter. Au cours des premiers mois de 1982, le taux de chômage dépassait d'environ 1,5 point de pourcentage le niveau atteint un an avant.

2. Coûts et prix

Le taux d'inflation a dépassé en France la moyenne de ceux des autres pays industriels du début à la fin des années 70. Bien que la hausse des prix à la consommation ait fléchi (de 13,6 % en 1980 à près de 13,1 % en 1981), l'écart avec les taux des autres pays industriels s'est creusé, passant de 1,4 à 3,4 points de pourcentage. En 1980 comme en 1981, les prix à la consommation ont augmenté davantage que le déflateur du PIB, reflétant le renchérissement très marqué du pétrole en 1980 et les effets que la dépréciation monétaire a exercés en 1981 sur le coût en francs des biens importés (Tableau 2). Après la dévaluation du franc au sein du SME en octobre 1981, certains prix ont été bloqués, tandis que d'autres ont été assujettis à des directives, le but visé étant de contenir l'inflation au-dessous de 13 % en 1982. Les tarifs des services publics, qui représentent 14 % de l'indice des prix à la consommation, sont également restés inchangés au quatrième trimestre de 1981.

Du fait de l'indexation des salaires minimums et, (de facto), de tous les revenus salariaux, la baisse des termes de l'échange en 1980 et 1981 ne s'est pas traduite par un fléchissement des taux de salaires réels. Ces derniers ont continué d'augmenter, bien qu'à un rythme réduit, malgré le taux de chômage élevé et croissant. Par contre, les salaires nets de toutes déductions n'ont enregistré aucune progression en 1979 et 1980 pour la première fois en vingt ans, en raison surtout d'une majoration des cotisations sociales versées par les salariés. Les salaires nets ont de nouveau augmenté en 1981, alors que les cotisations sociales étaient réduites et que les augmentations discrétionnaires de salaire minimum accordées allaient au-delà d'un simple réajustement en fonction du coût de la vie.

L'augmentation continue des salaires horaires à un moment où la productivité souffrait des effets conjoncturels de la récession a provoqué une dégradation des marges bénéficiaires des entreprises en 1980 et 1981. La contraction des bénéfices s'est trouvée aggravée ces deux dernières années par une augmentation des taux d'intérêt réels.

3. Position extérieure

Le déficit des opérations courantes de la balance des paiements a continué de se creuser en 1981 pour atteindre l'équivalent de 1,4 % du PIB (Tableau 3). Toutefois, la balance commerciale (énergie non comprise) est nettement redressée, les exportations de produits agricoles et de produits manufacturés ayant récupéré quelques-unes des parts de marché qu'elles avaient perdues l'année précédente. Les gains de compétitivité résultant d'une baisse effective de 11 % du franc ont été le principal facteur de dynamisme des exportations. Simultanément, la récession a contribué à un ralentissement de la croissance des importations, notamment de produits intermédiaires et de biens d'équipement.

Toutefois, en raison surtout de la hausse du dollar, le coût total des importations d'énergie a augmenté de 20 % en 1981 malgré une forte contraction en volume. L'excédent des invisibles s'est fortement réduit, reflétant une diminution de l'excédent des services et une augmentation des transferts nets à l'étranger. Une augmentation des coûts en dollars des expéditions, une diminution du revenu net de l'investissement et un fléchissement des recettes nettes au titre des voyages et du tourisme ont provoqué une baisse du solde des services.

En 1980, les entrées de capitaux avaient amplement couvert le déficit du compte des opérations courantes, la balance des paiements se soldant par un excédent global. Des capitaux monétaires à court terme relativement instables étaient alors attirés par des écarts positifs entre les taux d'intérêt et par la fermeté du franc vis-à-vis des autres monnaies du SME. Toutefois, les élections de mai 1981 et les incertitudes quant à la politique du nouveau gouvernement ont contribué à des sorties massives de capitaux. Ces dernières ont provoqué une majoration des taux d'intérêt intérieurs, la levée des réserves obligatoires sur les

dépôts des non-résidents et un resserrement du contrôle des changes. Les sorties de capitaux se sont ralenties, mais les entrées à court terme n'ont repris qu'après le réaligement monétaire d'octobre.

En outre, les autorités ont recouru davantage à l'emprunt extérieur par le canal des entreprises publiques. Les entrées nettes enregistrées à ce titre ont quasiment doublé en 1981. Néanmoins, la balance des paiements s'est soldée en 1981 par un déficit équivalant à l'accroissement des réserves réalisé en 1980.

II. Examen des mesures prises

Les autorités françaises ont entrepris d'accroître la demande et la production afin de réduire le chômage tout en évitant une accélération de la hausse des prix. La nationalisation de groupes industriels et d'institutions financières d'importance majeure assure dans une certaine mesure que l'économie réagira de la façon souhaitée. Les pouvoirs publics sont très conscients de la nécessité immédiate de sauvegarder la compétitivité, en contenant les coûts et en améliorant les marges bénéficiaires, afin de maintenir un équilibre extérieur raisonnable. Mais ils sont d'avis que l'importance primordiale accordée ailleurs à la lutte contre l'inflation s'est traduite par des hausses de taux d'intérêt et par une contraction de la demande qui sont excessives.

1. Taux de change

En raison du degré d'ouverture de l'économie française, de fortes variations de taux de change continuent d'être considérées comme un facteur de perturbation des anticipations afférentes aux prix et à l'activité économique, en particulier dans le contexte d'une indexation très poussée. En conséquence, les pouvoirs publics visent à stabiliser les taux de change nominaux autant que faire se peut, ce qui n'exclut pas des ajustements occasionnels lorsque ceux-ci deviennent nécessaires.

Le principal objectif de l'intervention sur le marché des changes a été de maintenir les marges prescrites par le Système monétaire européen (SME). L'action sur les taux d'intérêt et le contrôle des capitaux ont également été utilisés pour influencer les marchés des changes. L'intensification du contrôle des capitaux a été l'une des premières mesures appliquées en mai 1981 pour souligner la détermination du nouveau gouvernement en matière de maintien d'un franc stable.

Le regain des pressions sur le franc en août et septembre 1981 a fait ressortir le conflit existant entre la stabilité du taux de change et la baisse des taux d'intérêt. En octobre 1981, le franc a été réaligné au sein du SME, tandis qu'étaient bloquées certaines dépenses d'investissements publics pour 1982 et que les prix faisaient l'objet de mesures provisoires et sélectives de contrôle. Au cours des mois suivants, la position du franc s'est affermie à l'intérieur du SME et, les réserves

officielles se reconstituant, les taux d'intérêt ont été réduits. Toutefois en mars 1982, de nouvelles pressions ont contraint au rétablissement d'interventions intensives, au relèvement notable des taux d'intérêt et à un nouveau resserrement du contrôle des capitaux.

2. Politique monétaire

La politique monétaire a été assouplie au début de 1981, mais elle est devenue plus restrictive au cours de la dernière partie de l'année. L'augmentation annuelle moyenne de M2 s'est chiffrée à 12,5 % (Tableau 4). Le financement du déficit budgétaire a été le facteur d'expansion le plus significatif, évolution compensée partiellement par la perte de réserves extérieures nettes. Les prêts bancaires au secteur privé ont progressé moins rapidement que le crédit à l'Etat. En particulier, le crédit bancaire aux résidents privés ne s'est accru que légèrement plus vite que la masse monétaire elle-même.

La croissance monétaire s'est sensiblement ralentie au cours des quatre derniers mois de 1981. La demande d'avoirs liquides s'est modérée lorsque les autorités ont imposé des restrictions aux rendements des comptes à terme et des bons de caisse. A mesure que le franc se redressait à l'intérieur du SME après le début d'octobre, un assouplissement général des taux d'intérêt à court terme a été opéré. Le marché obligataire a, de ce fait, enregistré une reprise prononcée et les nouvelles émissions ont presque atteint le niveau record de 1980.

Les pouvoirs publics entendent poursuivre une politique monétaire restrictive en 1982. La croissance projetée du PIB nominal étant de 17 %, ils se sont fixé pour objectif une expansion monétaire de 12,5 à 13,5 %. La croissance monétaire est, pour la première fois, exprimée sous forme d'une fourchette, du fait des incertitudes qui subsistent non seulement en ce qui concerne les prix, mais aussi l'ampleur de la reprise escomptée et le volume précis du déficit budgétaire.

Les plafonds de croissance du crédit, qui demeurent l'instrument majeur du contrôle de l'expansion monétaire, sont considérés comme laissant une certaine latitude pour déterminer séparément les niveaux du crédit bancaire et des taux d'intérêt. Quant à la politique de taux d'intérêt, elle est déterminée à partir de considérations de taux de change et en fonction de l'objectif qu'est le transfert de ressources financières sous forme d'avoirs à court terme vers le marché obligataire. Il est prévu que les rendements positifs des obligations seront maintenus en valeur réelle et que les taux du marché monétaire correspondront seulement au taux d'inflation, afin d'assurer la poursuite de la croissance du marché des valeurs mobilières.

3. Politique budgétaire

Le projet de budget de l'Etat pour 1981 introduisait une politique budgétaire expansionniste, qui a été renforcée par le gouvernement entré en fonction au milieu de l'année, la politique budgétaire devant donner l'élan initial à la reprise économique souhaitée.

Le déficit du budget de l'Etat (présentation administrative) est estimé pour 1981 à 76 milliards de francs, soit 2,5 % du PIB au lieu de 1,1 % l'année précédente. L'amélioration des prestations sociales, le soutien à l'emploi et à l'investissement et l'aide aux industries en difficulté ont été adoptés au second semestre de 1981. Ces mesures ont ajouté aux dépenses totales quelque 24,5 milliards de francs, dont seulement environ 7,5 milliards de francs étaient couverts par un accroissement discrétionnaire des recettes. Le recul de l'activité économique, la hausse des coûts de santé, l'abrogation en février 1981 d'une majoration temporaire des cotisations salariales à l'assurance-maladie et une augmentation discrétionnaire de prestations sociales ont conduit à une dégradation des comptes des régimes de sécurité sociale, qui a été compensée par des relèvements de cotisations et par d'autres mesures adoptées plus tard dans le courant de l'année. Au total, le déficit des administrations publiques, établi sur la base de la comptabilité nationale, a atteint un montant estimé à 2,4 % du PIB en 1981 et sa contribution à l'activité économique a représenté, selon un calcul (voir Tableau 5), l'équivalent de 1,6 % du PIB.

Le budget de l'Etat pour 1982 prévoit un déficit de 95,5 milliards de francs, soit 2,6 % du PIB; le chiffre correspondant du budget des administrations publiques représente 2,3 % du PIB. Ces prévisions sont conformes au montant du solde d'exécution estimé pour 1981 et n'impliquent aucune nouvelle mesure d'encouragement de l'activité économique. Il est prévu que les dépenses augmenteront (comme en 1981) surtout en raison d'un fort accroissement des paiements d'intérêts et d'une hausse de 20 % des transferts sociaux et qu'une expansion de l'emploi dans le secteur public contribuera à une augmentation de 17 % de la masse salariale. Etant donné l'étroitesse de l'assiette des impôts directs et l'indexation intégrale des tranches d'imposition des revenus, les projections indiquent que les recettes fiscales croîtront à un rythme légèrement inférieur à celui du PIB nominal, malgré des augmentations discrétionnaires qui comprennent une surtaxe sur les revenus les plus élevés destinée à contribuer au financement de l'indemnisation du chômage, un impôt sur les grandes fortunes et une nouvelle augmentation de la taxe sur les produits pétroliers. Les cotisations de sécurité sociale augmenteront de 24 % du fait des hausses de taux qui sont entrées en vigueur en novembre 1981.

Les projections budgétaires pour 1982 sont jugées compatibles avec une croissance du PIB réel tout juste supérieure à 3 % et une hausse de 13,5 % du déflateur. L'on s'inquiète néanmoins que le déficit de 1982 puisse ne pas être maintenu dans la limite inscrite au budget, notamment si la croissance du PIB se révèle inférieure au taux projeté. Les

principales incertitudes se rapportent à l'indemnisation du chômage, au déficit des autres régimes de sécurité sociale qui pourraient être affectés par des mesures visant à stimuler l'emploi, et aux besoins de financement des entreprises publiques, y compris ceux de certaines entreprises récemment nationalisées. Certaines augmentations de crédits ouverts aux services dépensiers ont été si élevées qu'il a semblé peu probable que les montants projetés puissent être dépensés en totalité en 1982. Globalement toutefois, il semble plus probable que le déficit projeté sera dépassé, bien que ce dépassement ne puisse être évalué. Les représentants de la France ont convenu qu'un stimulant budgétaire excessif minerait la confiance et se traduirait probablement par une hausse des prix et des importations plutôt que par la croissance et l'emploi.

Les pouvoirs publics estiment qu'il est trop tôt pour évaluer les implications financières éventuelles de la politique de décentralisation. Il reste à prendre des décisions majeures dans ce domaine. Toutefois, ils ont souligné l'importance d'assurer que les collectivités locales équilibrent leurs dépenses et recettes courantes.

4. Politique industrielle

La politique industrielle du nouveau gouvernement continuera de promouvoir la recherche et l'innovation, de soutenir l'investissement en équipement permettant d'économiser l'énergie, d'apporter une aide à la restructuration des branches en difficulté et à la diversification de l'activité économique des régions déprimées et de développer le potentiel d'exportation des petites et moyennes entreprises. Les progrès vers ces objectifs sont considérés comme particulièrement urgents étant donné l'engagement de renforcer l'investissement et de "reconquérir le marché intérieur".

Un effort majeur doit être entrepris pour augmenter la part des dépenses de recherche et de développement dans le PIB. Une partie de cet effort incomberait directement au secteur public, mais l'investissement privé recevrait lui aussi une aide financière. Le budget de 1982 prévoit une augmentation de plus de 50 % de l'aide à l'industrie.

Les secteurs du textile et de l'équipement industriel, où la pénétration des importations s'est fortement intensifiée les toutes dernières années, bénéficieraient en priorité de l'aide de l'Etat. Un plan triennal annoncé en décembre 1981 vise à réduire la pénétration des importations dans les secteurs des biens d'équipement et à assurer l'accroissement de la valeur ajoutée des exportations au moyen de mesures de restructuration et de l'adoption de nouveaux procédés. En outre, les cotisations sociales des entreprises textiles qui ont accru leurs investissements sans réduire l'emploi ont été minorées.

Le programme de nationalisation est entré en vigueur le 13 février 1982. Il touche, en plus d'une industrie sidérurgique en difficulté, cinq grands groupes industriels, deux groupes financiers et la plupart

des banques privées constituées en sociétés. L'Etat s'est également assuré de participations majoritaires dans deux groupes industriels supplémentaires et une minorité de blocage dans une filiale française d'une société étrangère. Exception faite d'accords potentiels avec deux autres filiales de sociétés étrangères, aucune autre nationalisation n'est envisagée. Les actionnaires recevront des obligations à taux variable à 15 ans garanties par l'Etat, en échange de leurs titres.

Les nationalisations ont porté de 10 à environ 30 % la part de la valeur ajoutée industrielle sous contrôle de l'Etat. Les représentants de la France ont souligné que les groupes nationalisés, tout en étant tenus de prendre en compte les priorités fixées dans les plans de développement arrêtés par le gouvernement, conserveront une entière autonomie de gestion. Ils ont établi une distinction entre les sociétés opérant en situation de concurrence sur la même base que les sociétés privées et les "grandes entreprises publiques" aux activités réglementées. De toute évidence, les entreprises industrielles nouvellement nationalisées appartiendraient au premier groupe.

Un certain nombre d'entreprises nouvellement nationalisées ont enregistré de lourdes pertes en 1980-81 et des dispositions devront être prises en vue de renforcer leur capital. Toutefois, les contraintes budgétaires imposent des limites strictes à cet égard.

Enfin, des progrès considérables ont déjà été réalisés sur la voie de l'indépendance énergétique grâce à des mesures d'économie et au développement de sources d'énergie intérieures. L'augmentation des prix intérieurs de l'énergie, parallèlement aux hausses des coûts de l'énergie importée, joignant ses effets à des mesures fiscales et financières en faveur des économies d'énergie, a contenu l'augmentation de la consommation d'énergie à un taux moyen annuel de 0,7 % pendant la période 1973-81 au lieu des 7,2 % de la décennie précédente. Les taux correspondants d'augmentation du PIB avaient été de 2,5 % et de 5,6 %. La part du pétrole dans la consommation totale d'énergie primaire est tombée de 66 % en 1973 à 49 % en 1981. La contrepartie de cette réduction a été un programme massif consacré à l'énergie nucléaire, qui a porté la part de cette source d'énergie dans la consommation totale à 10,3 % en 1981, ainsi qu'une augmentation de la part du gaz naturel.

La poursuite des progrès sur la voie de l'indépendance énergétique reste une priorité. Une légère réduction du programme d'énergie nucléaire est envisagée, en partie du fait d'une surestimation antérieure de la consommation d'énergie. L'exploitation des ressources intérieures en charbon devant également faire l'objet d'efforts accrus, les projections de la part du pétrole dans la consommation totale d'énergie de 1990 restent pratiquement inchangées (30-32 %) mais la part de l'énergie nucléaire est abaissée à 26-28 %, alors que l'objectif précédent était de 30 %.

5. Politique des revenus

Une décélération des prix et des charges salariales est considérée comme un préalable essentiel à l'expansion souhaitée de l'investissement et de la production. Cette nécessité se fait d'autant plus sentir qu'en dépit du fait que la baisse effective du franc depuis août 1980 ait rétabli la compétitivité des prix, la situation financière des entreprises s'est gravement affaiblie en 1980 et en 1981.

Les représentants de la France estiment que les perspectives d'une modération des hausses de prix sont favorables. La hausse des prix à l'importation devrait diminuer pour se situer à moins de 10 % en 1982. D'autres facteurs comprennent l'influence de la conjoncture économique, notamment sur l'emploi, et les hausses de prix anticipées qui ont eu lieu dans certains secteurs en 1981. La modération sera renforcée par la politique monétaire, par la limitation des majorations des tarifs des services publics à 10 % en 1982 et par l'adoption d'accords sur les prix dans le secteur des services, le contrôle des prix ayant été éliminé progressivement.

La modération salariale est d'autant plus importante que les majorations discrétionnaires des salaires minimums auront à l'avenir davantage de retombées que par le passé. Initialement, les accords de salaires dans le secteur public devaient être négociés sur la base d'une directive de 10,5 %. Cela impliquait un précédent, l'indexation des salaires sur le taux de l'inflation projetée plutôt que sur l'inflation passée, ainsi que la possibilité de "rattrapages" en milieu et en fin d'année. L'adoption du nouveau système a cependant été reportée jusqu'au second semestre de 1982 et son extension au secteur privé n'est pas assurée. Néanmoins, les autorités espèrent que leur politique de réformes sociales incitera les syndicats à modérer leurs revendications. Les représentants de la France escomptent également que les gains de productivité réalisés pendant la phase ascendante du cycle permettront de contenir la hausse des charges salariales. La majoration en novembre 1981 des taux de cotisations sociales et le rétablissement des marges bénéficiaires qui pourrait avoir lieu dans l'industrie encourageraient un certain ajustement à la hausse des prix, mais la première mesure s'imposait pour contenir le déficit du secteur public et la seconde constituerait un préalable à la reprise de l'investissement.

6. Politique de l'emploi

Les autorités françaises ne s'attendent pas que l'expansion de la production suffira à elle seule pour absorber l'augmentation potentielle de la main-d'oeuvre. Pour maintenir le chômage à son taux de 1981, soit 7,6 %, le nombre moyen de nouveaux emplois créés chaque année devra être de 230.000, alors qu'il avait été de 90.000 pendant la période 1976-80. Pour accroître l'insertion dans l'économie des personnes en quête d'emploi, les pouvoirs publics se sont tournés vers des mesures spécifiques.

Des décrets pris en janvier 1982 ont généralisé la cinquième semaine annuelle de congés payés et réduit l'horaire de travail hebdomadaire légal de 40 à 39 heures, première étape vers un objectif de 35 heures à atteindre d'ici 1985. Des conventions actuellement négociées limiteraient le recours aux heures supplémentaires et élimineraient la pratique antérieure consistant à "récupérer" certains jours fériés. Les effets de ces mesures restent très incertains. Les pouvoirs publics en attendent une réduction effective de 2,5 % des heures ouvrées par année et des gains de productivité concomitants de 1,5 %, ce qui suppose une certaine augmentation des charges salariales. Toutefois, il est probable que les effets exercés tant sur l'emploi que sur la productivité varieront fortement d'un secteur à l'autre.

Le "partage du travail" doit également être encouragé par un abaissement de l'âge de la retraite, des projets législatifs prévoyant qu'il sera abaissé à 60 ans d'ici 1983. Les nouvelles dispositions remplaceraient celles qui régissent actuellement la retraite anticipée, mais elles se traduiraient par une charge supplémentaire pour le système de sécurité sociale.

Enfin, des encouragements fiscaux doivent être accordés dans le cadre des "contrats de solidarité". Ces contrats prévoient la réduction échelonnée des cotisations sociales des employeurs qui créent de nouveaux emplois en réduisant à nouveau la semaine de travail. Les retraites des salariés seront également subventionnées s'il s'agit d'entreprises qui permettent à leur personnel de prendre une retraite anticipée entre 55 et 60 ans, sous réserve que les postes devenus ainsi vacants soient pourvus par l'embauche.

Les programmes de formation professionnelle des jeunes et de création d'emplois dans le secteur public contribueraient également à l'accroissement de l'emploi. Enfin, il est prévu d'accroître au total de 125.000 (soit 3 %) les effectifs dans la fonction publique au cours des 18 mois qui s'écouleront jusqu'à la fin de 1982, la création de 85.000 nouveaux emplois supplémentaires étant projetés pour 1983.

7. Commerce extérieur et aide au développement

Dans le cadre de la politique actuelle, il est prévu que le déficit du compte des opérations courantes avec l'extérieur s'accroîtra légèrement en 1982. Tout en jugeant une telle évolution acceptable, les pouvoirs publics ont exprimé leur inquiétude devant l'intensification de la pénétration du marché intérieur par les importations au cours des trois dernières années. Un effort particulier a été entrepris pour identifier les secteurs souffrant d'une forte pénétration et pour aider les producteurs de ces secteurs à faire face à la concurrence étrangère. Les deux principaux secteurs actuellement concernés sont ceux des biens d'équipement et du textile. Un plan triennal visant à réduire le degré de pénétration a été adopté. Il prévoit notamment des efforts de réorganisation et de modernisation complétés par des prêts bonifiés et des subventions et par des réductions de cotisations sociales.

Les autorités françaises ont décidé d'accroître les contributions d'aide au développement des pays indépendants, de l'équivalent de 0,34 % du PIB en 1979 et 0,32 % en 1980 à 0,7 % en 1988.

III. Perspectives économiques

Lorsque le nouveau gouvernement a présenté le projet de loi de finances pour 1982 à l'Assemblée nationale en octobre 1981, les projections officielles faisaient état d'une accélération du taux de croissance réelle, qui atteindrait 3,1 % en 1982, et d'un ralentissement de l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation, qui se chiffrerait à un peu moins de 13 % pendant l'année. D'ici le début de 1982, selon les hypothèses retenues, l'activité commencerait à se renforcer chez les principaux partenaires commerciaux de la France et les taux d'intérêt internationaux baisseraient. Une reprise de la demande, une baisse des taux d'intérêt et des gains conjoncturels de productivité amélioreraient les bénéfices des entreprises et stimuleraient l'investissement. Par conséquent, au premier semestre de 1982, les exportations et l'investissement remplaceraient la consommation privée comme moteur principal de la reprise.

Il est depuis lors devenu évident que l'appréciation initiale de l'évolution du contexte international était indûment optimiste. La demande internationale demeure faible et rien n'annonce une reprise imminente. Les représentants de la France estiment que la perspective d'un déficit élevé du budget américain continuera d'exercer des pressions à la hausse sur les taux d'intérêt aux Etats-Unis, ce qui ne permet guère d'escompter un affaiblissement du dollar, mais le ralentissement des prix des produits intermédiaires importés, notamment le pétrole brut, apparaît plus prononcé que prévu. En tout état de cause, les projections officielles des autorités françaises restent marquées d'un optimisme nuancé, car une croissance légèrement inférieure, de 2,5 à 3 %, est encore possible. La consommation croîtrait de 2,5 % et les stocks contribueraient à raison de 1 point de pourcentage environ à la croissance du PIB en 1982.

Toutefois, cette projection dépend fondamentalement de l'investissement, dont l'évolution future reste incertaine. En particulier, les perspectives d'une reprise précoce ont été compromises par des taux d'intérêt toujours élevés et les enquêtes sur les intentions d'investissement des entreprises continuent à faire état d'un grand pessimisme et laissent présager que le fléchissement se poursuivra en 1982. Par contre, après avoir subi une compression en 1980 et au début de 1981, les bénéfices se sont stabilisés au milieu de cette dernière année et ont peut-être augmenté par la suite. En outre, les statistiques préliminaires indiquent une amélioration perceptible de l'investissement au cours du quatrième trimestre de 1981. Tenant compte d'une augmentation de 3 à 5 % de l'investissement des grandes entreprises publiques, les représentants de la France escomptent que l'investissement total augmentera d'environ 2,3 % en 1982.

La position conjoncturelle relative de l'économie française - la croissance en France dépasserait d'environ 2 points de pourcentage celle de ses partenaires - implique une certaine aggravation du solde du commerce extérieur. La principale incertitude est la suivante : dans quelle mesure l'amélioration prévue des termes de l'échange et de la structure du commerce extérieur, telle l'expansion de la capacité d'exportations de l'agriculture et des industries agro-alimentaires, ainsi que le développement de l'énergie nucléaire nationale suffiront-ils pour compenser le déphasage conjoncturel? Les autorités estiment que le déficit commercial se creusera mais que l'excédent réalisé sur les invisibles augmentera suffisamment pour stabiliser à hauteur de 1,4 % le déficit du compte des opérations courantes rapporté au PIB. Aucune difficulté n'est escomptée pour le financement de ce déficit, peu élevé par rapport aux pourcentages internationaux, et les pouvoirs publics se proposent de continuer à encourager les grandes entreprises publiques à emprunter à l'étranger.

Les représentants de la France s'attendent à une décélération de l'inflation en 1982. Après le réalignement monétaire d'octobre 1981, l'accent a été placé davantage sur la maîtrise de l'inflation (voir Chapitre II, section 5). En outre, il est prévu que le freinage des hausses de salaires contribuera à ralentir la spirale salaires-prix. Un certain fléchissement des hausses de salaires nominaux est attendu du nouveau système d'indexation par anticipation. En outre, l'accroissement continu du nombre de chômeurs devrait exercer une certaine pression à la baisse sur les salaires. Par contre, les augmentations discrétionnaires de salaires minimums pourraient avoir des retombées.

Le chômage reste le principal sujet de préoccupation des pouvoirs publics. D'ici l'été 1982, la reprise projetée de l'activité devrait avoir interrompu le recul de l'emploi dans le secteur privé. Toutefois, les projections établies sur la base de taux d'activité constants font toujours état d'une croissance d'environ 200.000 de l'offre de main-d'oeuvre pour l'année en cours. Par conséquent, même si l'on tient compte de la création de 70.000 emplois supplémentaires dans le secteur public, le nombre de chômeurs pourrait s'accroître d'au moins 100.000 en 1982. Un certain redressement est attendu des nouvelles mesures concernant l'emploi, y compris les encouragements directs à l'emploi et la réduction de la semaine de travail, mais il faudra attendre les derniers mois de 1982, si ce n'est plus tard, pour en percevoir des résultats sensibles.

IV. Evaluation par les services du Fonds

Depuis 1975, la France, comme de nombreux autres pays, est confrontée à une contrainte extérieure et à un taux d'inflation élevé et persistant, qui ont empêché de retrouver et de maintenir les taux de croissance antérieurs. L'effet du ralentissement de l'activité a été d'autant plus significatif que de 1975 à 1985 le rythme de croissance de

la main-d'oeuvre française aura été exceptionnellement rapide si l'on se réfère aux taux enregistrés en France dans le passé, tout en dépassant nettement les niveaux atteints dans la plupart des autres grands pays. Le nombre de chômeurs inscrits atteignait 2 millions en octobre 1981.

La France a également souffert de nombre des autres déséquilibres qui ont affecté d'autres pays. Le déficit du compte des opérations courantes avec l'extérieur, bien qu'élevé, a pu être contenu grâce aux restrictions sur la demande intérieure, à la promotion des exportations et à un effort soutenu visant à réduire très fortement la dépendance de l'économie française vis-à-vis du pétrole, notamment par le développement du secteur de l'énergie nucléaire. Les efforts déployés pour résoudre les difficultés dans d'autres domaines ont connu un succès moins évident. En particulier, au cours des neuf dernières années, les salaires nominaux ont augmenté constamment à des taux annuels excédant 12 % et les salaires réels ont également augmenté malgré une certaine baisse de leur rythme de croissance au cours des trois dernières années. Dans le contexte d'une dégradation substantielle des termes de l'échange et d'un fléchissement de la productivité, de fortes pressions se sont exercées sur les bénéfices. La situation financière des entreprises s'est trouvée aggravée par les hausses de coûts résultant de la nécessité de contenir la dégradation des comptes du secteur public (notamment des régimes de sécurité sociale) à un moment où la baisse du taux de croissance affectait les finances du secteur public.

Ces faiblesses expliquent en partie la persistance d'un taux d'inflation qui, au cours des huit dernières années, n'est jamais tombé au-dessous de 9 %. L'indexation intégrale de facto des revenus a contribué à perpétuer ce taux élevé de hausse des prix. Etant donné les relations établies entre le franc et les monnaies de plusieurs des principaux partenaires commerciaux de la France, la disparité des résultats obtenus sur le plan des prix a entraîné ultérieurement des tensions.

Le gouvernement qui est entré en fonction en 1981 est résolu à déterminer la marge de manoeuvre disponible pour réduire le taux de chômage actuel. Il estime que des mesures économiques par trop prudentes iraient probablement à l'encontre des objectifs poursuivis car elles perpétueraient de faibles gains de productivité. Elles conduiraient également à des tensions budgétaires qui nécessiteraient soit des réductions de dépenses et de transferts - toujours extrêmement difficiles à réaliser - soit un relèvement des recettes qui entraînerait probablement un accroissement des charges salariales et contribuerait ainsi à perpétuer une croissance lente. Les autorités françaises sont convaincues de la nécessité de réduire le taux d'inflation, mais elles estiment que la lutte contre l'inflation ne peut connaître un succès durable que si l'on permet à la demande de croître de sorte à éviter une dégradation continue du marché du travail et des finances publiques.

Les services du Fonds comprennent l'intention du gouvernement de limiter, dans la mesure du possible, la montée du chômage ainsi que le gaspillage et le risque de tensions sociales qui y sont associés. Les contraintes extérieures continuant à faire sentir leurs effets, l'évolution des coûts est cruciale au succès de cette approche. Une augmentation durable de l'emploi ne peut être escomptée à moins que l'investissement productif, actuellement peu élevé, ne se ranime, ce qui est peu probable sans une amélioration des bénéfices des entreprises. Une progression de la rentabilité suffisante pour préparer le terrain à une expansion significative de l'investissement ne peut, dans les conditions actuelles, résulter que d'une décélération prononcée des charges salariales. Cependant, les charges fiscales pesant sur les entreprises, y compris leurs cotisations sociales, ne devront pas s'accroître et le crédit au secteur privé ne devra pas être évincé par la demande du secteur public.

Ce sont là d'importantes conditions et la principale question au stade actuel est de savoir si la politique en vigueur permet ou non d'espérer raisonnablement que les objectifs des pouvoirs publics seront atteints dans l'environnement extérieur qu'affronte l'économie française.

Le fait que l'inflation semble aujourd'hui se stabiliser peut apporter un certain encouragement. La tendance dangereuse de la politique financière apparue en 1981 a été reconnue et l'objectif est maintenant de faire en sorte que le déficit des administrations publiques ne dépasse pas en 1982 un pourcentage du PIB plus élevé qu'en 1981, tandis que la politique monétaire vise pour 1982 un taux de croissance de M_2 inférieur à l'augmentation escomptée du PIB nominal.

Toutefois, de l'avis des services du Fonds, un certain nombre de problèmes graves continuent de se poser. En premier lieu, comme il a déjà été indiqué, l'aboutissement des efforts du gouvernement dépend fondamentalement de la stimulation de l'investissement qui dépend elle-même d'un redressement de la situation des bénéfices des entreprises. Ce redressement ne pourra être significatif sans une baisse provisoire des salaires réels. Les différentes mesures sociales adoptées à ce jour ou en passe de l'être (y compris la semaine de travail de 39 heures, la cinquième semaine de congés payés, les encouragements à la retraite anticipée, l'amélioration des prestations familiales) augmenteront probablement, de l'avis des services du Fonds, les charges salariales.

En second lieu, il apparaît aux services du Fonds que le déficit budgétaire sera probablement beaucoup plus élevé que projeté, en raison surtout du fait que certaines hypothèses sous-tendant les estimations du budget initial semblent aujourd'hui indûment optimistes. A moins que l'accroissement du déficit du secteur public ne soit rigoureusement contenu, il pourrait susciter des doutes quant à la cohérence des politiques budgétaire et monétaire. De fait, il semble aujourd'hui douteux que la croissance de M_2 puisse être maintenue dans la fourchette

projetée; si ces doutes étaient confirmés, le maintien de la stabilité du taux de change au sein du SME pourrait devenir problématique. Il est peu probable que le contrôle des capitaux aidera beaucoup dans cette situation.

En 1981, le déficit des administrations publiques a absorbé environ un tiers de l'épargne intérieure nette au lieu de quelque 10 % en 1977-79 et d'un excédent de près de 4 % en 1980. Un contrôle ferme de la politique financière reste indispensable pour contenir l'inflation et créer le cadre dans lequel une baisse des salaires réels pourrait permettre à la production totale de croître sans menacer la balance des paiements.

Les autorités françaises ont entrepris une tâche ambitieuse : s'écarter de la politique consistant à accorder la priorité à la réduction de l'inflation, politique qui, à leur avis, régit l'action des pouvoirs publics de plusieurs pays industriels. Une réduction de l'inflation est cependant nécessaire pour concrétiser la volonté, réaffirmée par la France, de continuer à participer au SME et, dans ce cadre, pour promouvoir une compétitivité suffisante pour accroître le niveau de l'emploi. A cet égard, les gains de compétitivité qu'ont entraînés l'année dernière la hausse du dollar et le réaligement d'octobre au sein du SME risquent d'être rapidement annulés par le creusement de l'écart entre le taux d'inflation de la France et ceux de ses partenaires commerciaux. Une politique financière restrictive sera indispensable tant pour contribuer à la décélération souhaitée de l'inflation que pour éviter des faiblesses de la balance des paiements. Dans la mesure où les coûts ne sont pas contenus autant qu'ils devraient l'être, la politique financière devra être d'autant plus restrictive, mais il est alors peu probable qu'une telle évolution soit compatible avec la réalisation de l'objectif du gouvernement sur le plan de l'emploi.

Il reste deux grandes initiatives nouvelles qui pourraient avoir des effets économiques sensibles, à savoir le programme de nationalisation et le mouvement vers la décentralisation des pouvoirs de décision. Tout jugement sur ces points serait prématuré. Pour autant que les nouvelles entreprises nationalisées, y compris les banques, seront gérées comme des entreprises orientées vers le profit, le seul fait que leurs capitaux aient changé de mains ne devrait pas nécessairement se traduire par des modifications sensibles de leurs activités. De nombreux observateurs soutiennent depuis longtemps que le degré exceptionnel de centralisation que connaît la France est devenu une source de faiblesse, trop de décisions de détail devant être renvoyées à Paris. Pour autant que la politique de décentralisation pourra assurer que les organismes locaux continueront de suivre des politiques financières prudentes, ses risques économiques devraient être minimisés.

Enfin, il n'est guère nécessaire de souligner le rôle crucial que la France peut jouer en cherchant à éviter toute tendance générale à un retour au protectionnisme. Les services du Fonds sont d'avis qu'une

importance exagérée peut être donnée à l'accroissement de la pénétration du marché intérieur par les importations. Un degré de pénétration bien plus élevé dans des secteurs étroits de l'économie peut certainement provoquer des difficultés pour des branches particulières mais, d'un point de vue analytique, le ratio importations/consoommation intérieure n'est pas en lui-même significatif, puisqu'il varie en fonction de facteurs tels que le degré de spécialisation internationale. Les services du Fonds s'inquiètent également de ce qu'une importance excessive soit accordée aux programmes d'aide aux branches en difficulté. Dans d'autres pays industriels, ces programmes se sont souvent révélés coûteux et se sont traduits par des erreurs graves d'affectation de ressources. Les services du Fonds se félicitent de la déclaration des autorités françaises indiquant que l'effort "de reconquête du marché intérieur" ne comprendra pas l'adoption de mesures de nature protectionniste, qu'un retour général au protectionnisme ne pourrait être de l'intérêt de l'économie mondiale et que la France résisterait à toute tendance de cette sorte. Les services du Fonds se félicitent également de l'effort déterminé déployé pour assurer que l'aide extérieure de la France restera à des niveaux élevés et de l'engagement de porter l'aide au développement aux pays indépendants de l'équivalent de 0,32 % du PIB en 1980 à 0,7 % d'ici 1988.

Tableau 1. France - Composantes de la demande globale
(Pourcentage de variation en volume, aux prix de 1970)

	1978	1979	1980	1981	1982 1/
Consommation privée	4,7	3,5	2,2	2,3	2,5
Consommation publique	4,3	1,6	2,7	1,8	3,0
Formation brute de capital fixe	1,2	3,7	2,6	-1,1	0,4
Dont : Administrations publiques	-0,9	1,5	1,6	-2,6	3,1
Ménages hors entreprises					
industrielles	-0,1	5,0	-4,4	-2,8	-0,6
Entreprises industrielles	2,1	3,6	5,6	-0,3	--
Demande finale intérieure	3,9	3,3	2,3	1,5	2,1
Formation de stocks 2/	-0,3	1,0	0,4	-1,7	0,5
Demande intérieure totale	3,6	4,4	2,7	-0,2	2,6
Exportations de biens et de services	6,6	6,8	3,4	4,9	3,7
Importations de biens et de services	6,1	11,3	8,6	0,7	6,0
Solde extérieur 2/	0,2	-0,8	-0,8	0,9	-0,5
PIB	3,7	3,5	1,6	0,7	2,1
Pour mémoire :					
Production industrielle	2,4	4,1	-0,4	-2,4	4,5
Taux de chômage	5,2	5,9	6,3	7,6	8,3

Sources : INSEE, Rapport sur les comptes de la nation (1981); Informations rapides, Série F, n° 48 (5 mars 1982) et estimations des services du Fonds.

1/ Estimations des services du Fonds.

2/ Variations par rapport à l'année précédente en pourcentage du PIB de l'année précédente.

**Tableau 2. France - Charges salariales et indices de rentabilité
des entreprises non financières**

(Pourcentage de variation; moyennes des périodes considérées)

	1978	1979	1980	1981 <u>1/</u>
Charges salariales horaires				
Nominales	13,7	13,6	14,8	14,8
Réelles <u>2/</u>	3,8	3,2	2,9	3,4
Salaires horaires nets				
en valeur réelle <u>3/</u>	3,6	--	-0,2	2,3
Indice des prix à				
la consommation	9,1	10,7	13,6	13,1
Déflateur du PIB <u>4/</u>	9,5	10,1	11,6	11,0
Taux d'intérêt réel <u>5/</u>	-0,4	-0,2	0,8	3,0
Productivité apparente				
de la main-d'oeuvre	3,0	3,3	0,9	1,7
Ratio d'excédent				
d'exploitation <u>6/</u>	25,3	25,7	24,5	23,7
Taux d'épargne <u>6/</u>	12,5	13,2	11,8	10,9

Sources : Collections de l'INSEE, C 94-95; Assemblée nationale,
Projet de loi de finances pour 1982, Rapport économique et financier;
et estimations des services du Fonds.

1/ Chiffres provisoires.

2/ Corrigés au moyen du déflateur du PIB.

3/ Corrigés au moyen de l'indice des prix à la consommation.

4/ PIB marchand.

5/ Taux prêteur de base corrigé au moyen du déflateur du PIB.

6/ Niveau du ratio à la valeur ajoutée des sociétés non financières.

Tableau 3. France - Balance des paiements, 1977-82

(Milliards de francs, sauf indication contraire)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	Estimations					Projections
Balance commerciale <u>1/</u>	-11,9	5,1	-5,0	-50,8	-49,5	-58,4
Balance des services	10,6	24,5	27,4	35,2	30,2	32,9
Transferts	-13,9	-14,8	-17,1	-17,6	-23,2	-24,2
Balance des paiements courants	-15,2	14,8	5,3	-33,2	-42,6	-49,7
Capitaux à long terme <u>2/</u>	0,6	-8,6	-14,8	-4,5	-7,7	...
Capitaux non monétaires	6,5	5,7	8,1	15,5)		
à court terme)		
Termaillage, opérations non)	-11,7	...
ventilées et erreurs	18,0	14,8	7,5	21,3)		
et omissions	-6,6	-14,6	1,8	29,0	34,0	...
Capitaux monétaires <u>2/</u>						
Variations nettes des	3,2	12,2	7,9	28,2	-28,0	...
réserves officielles						
Solde des opérations courantes	(-0,8)	(0,7)	(0,2)	(-1,2)	(-1,4)	(-1,4)
en pourcentage du PIB						

Sources : Ministère de l'économie et des finances et Banque de France : "Balance des paiements entre la France et l'extérieur 1980"; données communiquées par les autorités françaises et estimations et projections des services du Fonds.

1/ Sur la base de la balance des paiements, y compris le négoce international.

2/ Corrigés en fonction de l'intermédiation du secteur bancaire.

Tableau 4. France - Situation monétaire

(Définitions françaises; pourcentages de variation annuelle en fin de période)

	1978	1979	1980	1981 1/	1982 2/
Agrégats monétaires	12,2	14,4	9,7	12,0	12,5-13,5
Masse monétaire (M_2) 3/					
Dont :					
Monnaie au sens étroit (M_1)	11,1	12,2	6,8	14,7 4/	...
Quasi-monnaie	13,5	16,8	12,6	9,6 4/	...
Monnaie au sens large (M_3) 5/	13,5	14,5	10,4	11,9 4/	...
Contreparties de M_2					
Avoirs extérieurs (net) 6/	20,3	13,1	40,0	-7,1	...
Créances intérieures (net)	10,0	15,2	11,1	18,4	...
Dont :					
Créances sur l'Etat	2,8	9,9	-5,3	27,6	...
Concours à l'économie 7/	11,0	15,9	13,0	17,4	...
Moins : autres postes (net)	13,2	27,2	55,8	71,4	...

Sources : Banque de France, "Bulletin trimestriel"; Conseil national du crédit, Statistiques mensuelles; et données communiquées par les autorités françaises.

1/ Données provisoires.

2/ Objectif monétaire.

3/ Agrégat servant à exprimer l'objectif annuel de croissance de la masse monétaire pendant 1'année. Le taux retenu a été fixé à 12,5 % pour 1977, 12 % pour 1978, 11 % pour 1979 et 1980 et 10 % pour 1981. Les données comprennent les dépôts des non-résidents non bancaires.

4/ Données de novembre.

5/ M_3 diffère de M_2 principalement par les institutions prises en compte, cet agrégat couvrant également les caisses d'épargne et la Caisse nationale de l'énergie. En outre, M_3 comprend les bons du Trésor détenus par le secteur non financier.

6/ Avoirs nets détenus uniquement par la Banque de France; non compris les variations de la valeur de l'or et de l'Ecu et les allocations de DTS.

7/ Y compris les créances sur les non-résidents non bancaires, les prêts émanant de sources non monétaires étant exclus.

Tableau 5. France - Solde financier des administrations publiques

(Base de la comptabilité nationale)

	1979	1980		1981		1982
	Résultat	Résultat	Résultat	Estimation	Résultat	Estimation
	Résultat	Résultat	Résultat	initiale 1/	préliminaire 2/	initiale 2/
	Résultat	Résultat	Résultat	initiale 1/	préliminaire 2/	initiale 2/
Milliards de francs	-15,8	-17,0	10,4	-52,7	-74,3	-83,0
Pourcentage du PIB						
1. Solde effectif	-0,7	-0,6	0,4	-1,7	-2,4	-2,3
2. Solde cycliquement neutre	-0,8	-1,3	-1,5	-1,8	-2,4	-2,3
3. Effet cyclique (2-1) 3/	-0,2	-0,7	-1,9	-0,1	--	--
4. Variation de l'effet cyclique 3/	-1,2	-0,5	-1,7	0,7	1,6	--

Sources : Assemblée nationale, Projets de loi de finances, Rapports économiques et financiers; et estimations des services du Fonds.

1/ Estimations à la base de la loi de finances pour 1981.

2/ Estimations à la base de la loi de finances pour 1982.

3/ Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des données.

France - Relations avec le Fonds

Statut :	La France a officiellement accepté les obligations des sections 2, 3 et 4 de l'article VIII des statuts du Fonds le 15 février 1961.
Quote-part :	2.878,5 millions de DTS.
Avoirs du Fonds en francs français (exprimés en DTS) :	2.008,8 millions de DTS, soit 69,8 % de la quote-part au 28 février 1982.
Avoirs de la France en DTS :	554,4 millions de DTS soit 88,4 % de l'allocation cumulative nette au 28 février 1982.
Distribution d'or :	1.283.718 onces d'or fin.
Accords généraux d'emprunts :	L'engagement maximum de la France est de 2.715,4 millions de francs (398,9 millions de DTS); au 28 février 1982, un montant de 2.715,4 millions de francs restait disponible.
Dernières consultations en date :	Le rapport des services du Fonds sur les consultations de 1980 au titre de l'article IV avec la France (SM/81/29, 1/30/81) a été examiné par le Conseil d'administration au cours de sa réunion 81/27, 25/2/81.
Système de change :	Depuis le 13 mars 1979, la France participe avec l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas au mécanisme de change du système monétaire européen (SME). En vertu de cet accord, la France maintient les taux de change au comptant des monnaies des autres participants dans des marges de 2,25 % (6 % dans le cas de la lire italienne) de part et d'autre des cours-pivot bilatéraux dérivés des cours-pivot exprimés en Ecus. Le 31 janvier 1982, le taux de change du franc par rapport au DTS, calculé conformément à la règle 0-3, était de 1 DTS = 6,7436 francs.

Données de base

Population (moyenne annuelle de 1980) 53,7 millions d'habitants
PIB par habitant (1980) 9.327 DTS

Comptes de la nation pour 1980 (aux prix courants) :	Milliards de DTS	Pourcentage du PIB
Consommation privée	318,9	63,7
Consommation publique	76,6	15,3
Formation brute de capital fixe	108,0	21,6
Variations de stocks	7,6	1,5
Exportations de biens et de services	105,6	21,1
Importations de biens et de services	<u>115,7</u>	<u>23,1</u>
PIB	500,8	100,0

Principales autres données économiques (pourcentage de variation)	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u> <u>1/</u>
PNB <u>2/</u>	3,5	1,6	0,7
Consommation privée <u>2/</u>	3,5	2,2	2,3
Formation brute de capital fixe <u>2/</u>	3,7	2,6	-1,1
Exportations de biens et de services <u>2/</u>	6,8	3,4	4,9
Importations de biens et de services <u>2/</u>	11,3	8,6	0,7
Déflateur du PNB	10,1	11,6	11,0
Indice des prix à la consommation (fin d'année)	11,8	13,6	14,0
Monnaie plus quasi-monnaie (fin d'année)	14,4	9,7	12,0
Crédit intérieur (fin d'année)	15,2	11,1	18,4

Balance des paiements (millions de DTS;
sur la base des transactions)

Balance commerciale	-912	-9.236	-7.724
Services nets	4.992	6.400	4.713
Transferts privés	-1.779	-1.920	-2.509
Transferts publics	-1.335	-1.280	-1.127
Balance des transactions courantes	966	-6.018	-6.648
Capitaux à long terme	-2.694	-818	-1.202
Balance de base	-1.728	-6.836	-7.849
Capitaux à court terme	3.168	11.945	3.480
Variations des réserves officielles (augmentations = -)	-1.440	-5.109	4.369

1/ Estimations des services du Fonds.

2/ En volume.